

Les Pays-Bas pro-chiffrement investissent dans OpenSSL

À l'heure des débats sur l'encadrement du chiffrement des deux côtés de l'Atlantique, le ministère néerlandais de la Sécurité et de la Justice explique refuser « *l'adoption de mesures restrictives contre le développement, la disponibilité et l'utilisation du chiffrement aux Pays-Bas* », dans un [document officiel](#) publié le 4 janvier. Dans ce texte, le gouvernement néerlandais se prononce pour un renforcement du chiffrement et précise ses arguments contre l'adoption de backdoors « *légales* ». Selon lui, un contournement technique du chiffrement pour faciliter l'accès des autorités aux données « *rendrait aussi les fichiers cryptés vulnérables aux [attaques] des criminels, des terroristes et des services étrangers de renseignement* ». En outre, l'installation de portes dérobées menace la sécurité des informations communiquées et stockées, ainsi que « *l'intégrité des systèmes d'information* », indique le document.

Les Pays-Bas financent OpenSSL

Pour les Pays Bas, qui ont récemment approuvé 500 000 euros de financement au **projet OpenSSL** (la bibliothèque Open Source de chiffrement des connexions), le chiffrement sert « *la protection et la vie privée des citoyens, ainsi que les entreprises, le gouvernement et l'économie néerlandaise dans son ensemble* ». Cette position des Pays Bas tranche avec celle des États-Unis (où Apple fait de la résistance) et du Royaume Uni, dont les gouvernements prônent une coopération renforcée du secteur privé et des communautés techniques pour déchiffrer les données de leurs clients. Quant à la France, elle veut prendre des mesures complémentaires à celles déjà votées dans le cadre de la [loi sur le renseignement](#) pour généraliser les écoutes. Et ce [après les attentats du 13 novembre](#) dernier.

Lire aussi :

[Apple prend la tête du combat contre les backdoors dans le chiffrement](#)

crédit photo © wk1003mike / shutterstock.com